

Parc national forestier : les interrogations d'un Lingon (*)



Jean-Louis Guidel, à Barjon (**): « Un document de 97 pages envoyé aux élus des 113 communes du périmètre d'étude du futur parc national, voilà le premier travail des salariés du groupement d'intérêt public de préfiguration du parc national forestier (GIP) "Entre Champagne et Bourgogne". Ce document, fort bien conçu et relativement objectif, doit servir à l'élaboration de la future charte du parc, convaincre le Premier ministre de signer sa création et permettre aux élus locaux d'exprimer leur avis.

Vu de l'extérieur, c'est plutôt une bonne idée, mais pour un habitant du pays, natif du plateau et de surcroît, travaillant dans le bois, sa lecture devient vite le jeu des quatre paradoxes. Nous devons réduire notre empreinte carbone, c'est un fait entendu : Plans Climat Energie, Grenelle de l'environnement, tout est prévu, même un parc national forestier... qui va faire d'un poumon vert aujourd'hui, un poumon noir dans 50 ans. Explication : un arbre fixe le CO² durant sa croissance. Lorsqu'on le récolte, on stocke ce carbone solide sous forme de biens d'équipements (meubles, emballages, construction, etc.), laissant l'espace et la lumière nécessaires à la croissance de nouveaux plans qui, à leur tour, fixeront à nouveau du carbone. A l'inverse, l'absence de récolte du bois conduit à son dépérissement, puis à sa dégradation qui relâche le carbone sous forme gazeuse lors du pourrissement. Pire encore : l'encombrement du sol par cet amas de bois mort empêche les jeunes plans de pousser, faute de lumière. Il n'y a donc plus de régénération. C'est pour cette même raison que l'on nettoie les parcelles touchées par les grandes tempêtes, comme celle de 1999. Imaginez 3 000 hectares dans ce cas à votre porte !

Après le "paradoxe de carbone", voici le paradoxe agro-sylvo-économique : si ce périmètre fait la part belle à la forêt, ce n'est pas par hasard ! Le plateau de Langres est connu pour son relief accidenté, la pauvreté de ses sols et la rudesse de son climat. L'agriculture s'adapte au mieux des quelques sols disponibles en culture, en pâture ou en fourrage. Mais ne vous méprenez pas, les rendements ne sont pas ceux de la plaine dijonnaise ! En ce qui concerne la forêt, ce n'est guère mieux : la majorité des bois exploités est de piètre qualité car les arbres sont comme les blés, ils préfèrent les sols riches et profonds. Aussi, la valeur ajoutée produite par les agriculteurs, sylviculteurs et autres transforma-

teurs de bois est très limitée. Si beaucoup ont jeté l'éponge, d'autres s'accrochent encore sans marge de manœuvre. Mais si, demain, on ne doit plus faucher le foin des vallées pour protéger une fleur, si on doit débarder du bois sur des kilomètres pour contourner une "pelouse sèche", il n'y aura plus ni agriculture, ni travail du bois, ni affouages, donc ni emploi ni revenus pour les communes, et au final, encore moins d'habitants.

Le seul bénéficiaire que l'on nous propose en contrepartie vient du tourisme, sans se risquer à avancer de chiffre, et pour cause ! Pourquoi cet espace, choisi pour son état de conservation naturelle sans pour autant attirer jusqu'à présent des hordes de touristes avides d'authenticité, aurait subitement un attrait irrésistible, parce que, justement, on n'y change rien ? Peut-être ne manquait-il que quelques pancartes "parc national" ! Décidément, les habitants de ce parc ne sont pas que laborieux, ils sont aussi arriérés ! Pourtant, ils ont été pionniers dans la région sur l'éolien, si décrié par les lobbys environnementaux de l'époque ; mais ça, ce n'est pas gênant dans un parc national. Pas plus d'ailleurs que la présence d'un centre atomique en périphérie immédiate : un coup de crayon sur la carte et on contourne l'obstacle ! Cela s'appelle le paradoxe des intérêts, mais le plus grave est celui des priorités.

Alors qu'il n'est pas encore créé, ce parc coûte déjà beaucoup d'argent public et cela pour très longtemps. Dans un pays qui compte 11,5 millions de chômeurs, 3 millions qui vivent sous le seuil de pauvreté et un déficit abyssal que nous devons tous combler de notre poche, est-ce vraiment une priorité ? Je serais prêt à dire oui au parc si, au lieu de le créer, l'Etat choisissait d'affecter ces crédits à la recherche médicale ou à la réduction de la dette. En fait, l'urgence n'est pas de protéger un territoire, mais plutôt ses habitants, une réserve anthropologique en quelque sorte ! Il suffirait d'acheter quelques panneaux avec la mention "réserve de Lingons, peuple attaché à son territoire et à ses racines depuis 2 000 ans et qui compte bien l'occuper encore longtemps". Parce qu'on ne vit pas sur le plateau de Langres, on y naît. »

(*) Les Lingons étaient des populations celtiques ayant constitué l'un des plus anciens peuples gaulois.

(**) Barjon est situé dans le canton de Grancey-le-Château.